

Quand prudence fait loi : le mouvement national palestinien à l'heure de la crise syrienne.

Les palestiniens ont traduit avec leurs propres mots les révolutions arabes. Les manifestations de la mi-mars 2011, tenues dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, ne pouvaient certes pas réclamer la chute d'un régime que les palestiniens n'ont pas, faute d'état. En l'occurrence, c'était bien à la réconciliation et à l'unité nationale entre le Fatah et le Hamas que les démonstrations de rue appelaient. Les révolutions arabes ont ainsi affectées de manière paradoxale le spectre politique palestinien. En janvier et février 2011, alors que débutaient encore les manifestations contre Hosni Mubarak, tant le Hamas que le Fatah, respectivement dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, mettaient un point d'honneur à éviter toute démonstration populaire de solidarité avec le mouvement de contestation. Non par soutien envers le président égyptien, mais simplement par calcul politique simple : une neutralité axiologique affichée par les deux principales composantes du mouvement national permettait de ne pas s'aliéner totalement le régime, si celui-ci en venait à perdurer, sans pour autant perdre le soutien potentiel des opposants, si ces derniers en venaient à gagner.

La Syrie et les palestiniens : une relation stratégique transformée.

De manière encore plus aigüe, la crise politique ouverte en Syrie depuis plusieurs mois pose au mouvement national palestinien un défi d'ampleur. Contrairement à l'Égypte, la Syrie accueille depuis la fin des années 1990 la direction des principales factions palestiniennes, de certaines composantes du Fatah aux islamistes du Hamas et du Mouvement du Jihad islamique en Palestine, en passant par la gauche du Front populaire pour la libération de la Palestine. La relation des uns aux autres est donc organisationnelle, et structurelle. Près d'un demi-million de réfugiés palestiniens sont qui plus est présents en Syrie, bénéficiant de droits sociaux par exemple inconnus au Liban.

Dans les années 2000, le positionnement externe de la Syrie, son régime d'alliances, notamment en matière de soutien politique et logistique au Hezbollah au Liban, mais aussi au Hamas ou au Jihad islamique, ou de partenariat stratégique avec l'Iran, rendait en partie les choses simples : les factions palestiniennes, en dépit d'une inimitié passée avec Damas particulièrement aigüe au cours des années 1970 et 1980, pouvaient encore considérer la Syrie comme l'un des piliers d'un « front du refus » à Israël, réactivant un vocable anti-impérialiste et tiers-mondiste. Les assises de l'appareil étatique syrien apparaissaient alors comme assez solides pour considérer la Syrie comme un partenaire stratégique dans le rapport de force face à Israël.

La situation a désormais –en partie seulement- changé. L'insurrection syrienne débutée à la mi-mars 2011 a rebattu les cartes : révolte populaire partie des provinces, elle a considérablement affaiblie, sans l'avoir abattu, l'état baathiste. D'où, là-aussi, une certaine neutralité axiologique de l'ensemble des forces politiques palestiniennes. Il s'agit pour elles de ne pas s'aliéner le régime, en évitant de prendre langue avec l'opposition, sans pour autant apparaître comme un des soutiens structureaux de Bachar al-Assad. Plus spectateur attentif qu'acteur politique réel, sans doute tirant leçon des années de la guerre civile libanaise, où l'Organisation pour la libération de la Palestine s'était vu noyée dans le conflit interlibanais en tant que principal acteur militaire, mais aussi de l'expulsion des palestiniens du Koweït, en 1991, à la suite du soutien de la centrale palestinienne à Saddam Hussein, le mouvement national palestinien observe avec circonspection la guerre entre l'opposition et le régime.

Une politique d'équilibristes.

Le positionnement palestinien est donc d'abord une politique du statu quo : les interventions des officiels palestiniens se font rares, tout comme les communiqués des mouvements sur les événements en Syrie. Tout au plus s'agit-il de rappeler un certain nombre de principes : la non-ingérence des palestiniens dans les affaires internes syriennes, la mise en garde contre une intervention occidentale en Syrie, le rappel du rôle de la Syrie au cours des années 2000 dans le soutien au mouvement national, le tout en évitant soigneusement de faire, sous une quelconque manière, un panégyrique politique de l'état syrien, ou de devenir de simples supplétifs de l'état. Une position parfois difficile à tenir : le Hamas doit ainsi maintenir le dialogue avec le gouvernement de Bashar al-Assad, tout en évitant de s'aliéner totalement une majorité sunnite en révolte contre l'état central, les liens idéologiques qu'il peut entretenir avec les Frères musulmans, principale tendance du Conseil national syrien basé en Turquie, ne facilitant pas cet exercice d'équilibriste politique.

Eviter d'être sacrifier sur l'autel de l'insurrection –et/ou de l'état- syriens oblige aussi les principales factions du mouvement national à se préserver du jusqu'au-boutisme de certaines de ses parties. Les événements du camp de réfugiés de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, sont à cet égard bien révélateurs. A l'occasion de la commémoration de la Naksa - la défaite arabe de 1967 face à Israël- 23 jeunes palestiniens sont tués au cours d'une manifestation tenue le 6 juin 2011 à la frontière de la partie occupée par Israël du Golan. Lors de leurs funérailles, au camp de Yarmouk, des manifestants assiègent le local du FPLP- Commandement général, une faction palestinienne considérée comme la plus proche du régime. Les tirs des activistes du Commandement général sur la foule font une dizaine de morts. Apparemment, les manifestants dénonçaient l'instrumentalisation faite par le FPLP-CG et par le gouvernement syrien des démonstrations tenues à la frontière du Golan. A la suite de ces événements, le positionnement des mouvements politiques palestiniens, comme le Hamas ou le Front populaire, restera le même, gardant ses constantes : se

préserver de faire de la crise syrienne un conflit interne palestinien, et par là-même, rétablir la concorde dans les camps de réfugiés.

Les palestiniens ont ainsi une vision contrastée des révolutions arabes : le discours tient certes à souligner que globalement, les soulèvements continus sont de nature à renforcer leur position dans le grand jeu régional, eut égard au soutien populaire dont ils bénéficient dans les rues arabes. Mais il semble que les partis politiques palestiniens tiennent en même temps à éviter d'être un acteur politique trop présent. Le sort des réfugiés dépend ainsi de la stabilité politique des pays dans lesquels ils vivent – et cela vaut particulièrement pour la Syrie et le Liban. Les palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza sont aussi soumis aux règles changeantes des bouleversements régionaux. Des acteurs politiques arabes, le mouvement national palestinien apparaît sans doute ainsi comme le plus prudent, et peut-être même comme le plus diplomatique.

Nicolas Dot-Pouillard est chercheur en sciences politiques à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), à Beyrouth, au Liban.

Article publié dans le magazine *Diplomatie* (Aerion Group/Capri), numéro 53, dossier « Enjeux de la crise syrienne », novembre/décembre 2011.